

# La Contribution des Investissements Étrangers à la Restructuration Industrielle en Roumanie\*

Corneliu Russu

Institutul Național de Cercetări Economice, Centrul de Economia Industriei și Serviciilor, Calea 13  
Septembrie Nr.13, Sector 5, București  
email: Iei@Rol.Ro

## Résumé

*L'industrie roumaine traverse à présent un long et coûteux processus d'ajustements structurels et de modernisation de son appareil productif et, par conséquent, a un besoin considérable d'investissements. Les investissements étrangers peuvent constituer à cet égard une source fertile qui offre un double avantage: d'une part, une infusion consistante de fonds nécessaires à la modernisation des capacités de production existantes et à la construction des nouvelles capacités et, d'autre part, un transfert technologique, de savoir faire de gestion, de marketing et de management indispensable à l'accroissement significatif de la compétitivité des firmes industrielles.*

*L'article fait une brève présentation de la situation du flux des investissements étrangers vers l'industrie roumaine qui s'est produit au cours des dernières années. On détaille les zones de l'industrie et les activités industrielles qui ont été les plus fréquemment visées, et les obstacles qui ont réduit sensiblement l'intensité de ce flux. Également, l'article présente quelques directions d'action qui, dans notre opinion, sont indiquées en vue d'améliorer d'une façon significative l'attractivité du milieu d'affaires roumain pour les investisseurs étrangers.*

**Mots-clé:** investissements étrangers, industrie, croissance économique

Les investissements représentent un facteur déterminant des modifications structurelles au niveau de l'économie et de ses secteurs, qui provoque des changements des rapports entre leurs composants.

Les investissements s'orientent vers les secteurs qui présentent les perspectives les plus prometteuses d'assurer de revenus hauts et stables; conformément à la conception de M.Porter<sup>1</sup>, ces secteurs sont caractérisés par de hautes barrières à l'entrée et de basses barrières à la sortie. En migrant rapidement vers les activités les plus attractives, qui assurent des revenus hauts et stables, les investissements contribuent d'une manière significative à la force progressive de la configuration de l'industrie, au développement intense des secteurs les plus profitables, compétitifs, dont la dynamique est supérieure à celle enregistrée sur l'ensemble de l'économie.

---

\* Communication présentée au 54-ème Congrès de l'Association Internationale des Économistes de Langue Française (AIELF), Aix en Provence, France, 23-25 mai 2005

<sup>1</sup> M. Porter. - *Competitive Strategy. Techniques for Analysing Industries and Competitors*, the Free Press, New York, 1980

## Réalités et tendances

Pour l'industrie manufacturière roumaine, le rôle modérateur des investissements s'est affirmé dans une mesure réduite par rapport aux besoins appréciables de modernisation et de changement de la structure de la production.

Une contribution substantielle à la modélisation structurelle de l'industrie manufacturière peuvent avoir les investissements étrangers directs (IDE) qui, outre l'effort financier proprement-dit, présentent aussi les avantages appréciables de la réalisation d'un transfert consistant de savoir faire technologique, de management et de marketing, de l'ouverture de l'accès aux marchés internationaux à hautes barrières à l'entrée, de "l'emprunt" d'une image de marque consacrée.

Etant donné les avantages offerts, les flux mondiaux d'IDE se sont intensifiés fortement dans la dernière période, le montant mondiale de ces investissements atteignant en 2000 l'impressionnant chiffre de 1271 milliards de dollars, dont à peu près 80% ont été orientés vers les pays développés, 19,5% vers les pays en cours de développement et 0,02% vers les pays en transition de l'Europe Centrale et de l'Est. L'expérience mondiale a démontré que, généralement, les IDE dans les économies en transition sont décidés en fonction de quelques considérations essentielles, qui déterminent ce qu'on appelle "l'avantage de location": le rating du pays accordé par les institutions internationales; le coût de la force de travail; la distance jusqu'au pays d'origine des investisseurs.

Dans la période 1990-2004, IDE ont représenté en Roumanie 10948 milliards USD (jusqu'au 4 mars 2004), dont à peu près 3 milliards USD en privatisation <sup>2</sup>, montant plus petit par rapport à ceux enregistrés jusqu'en 2001 par les autres pays de la région: la Pologne – 39 milliards USD, la Hongrie – 21,5 milliards USD, la République Tchèque – 12,5 milliards USD. D'ici, le niveau du IDE par habitant atteint en 2003 est nettement inférieur en comparaison avec celui enregistré dans les autres pays en transition: la Roumanie - 52 USD, la République Tchèque - 468 USD, la Slovaquie – 270 USD, l'Hongrie – 207 USD, la Slovénie - 171 USD, la Pologne - 168 USD, l'Hongrie - 196 USD, la Bulgarie -79 USD, l'Albanie – 66 USD <sup>3</sup>.

Les statistiques ont démontré que les fluctuations d'une année à l'autre du volume des IDE sont assez restreintes comme amplitude: en Roumanie, la moyenne des IDE enregistré dans la période 1998-2000 s'est chiffrée à 1 milliard USD annuellement, comparativement à 9 milliards USD en Pologne, 5 milliards USD dans la République Tchèque, 2,7 milliards USD en Russie, 2 milliards USD en Slovaquie, 1,6 milliards USD en Hongrie, 1,2 milliards USD en Croatie, 1 milliard USD en Bulgarie <sup>4</sup>. Également, la hiérarchie des pays avec les plus consistents IDE en Roumanie se maintient la même lors d'une période de quelques années: pendant la période 1991-2001, les IDE les plus amples ont été réalisés par les investisseurs des Pays Bas (14,8%), d'Allemagne (11,1%), des États Unis (8,6%), de Chypre (7,9%), de France (7,5%) <sup>5</sup>.

## Les causes du niveau insatisfaisant des IDE

L'évolution insatisfaisante de la valeur des IDE au cours de la période 1990-2000, présentée dans le tableau suivant, a des causes multiples.

---

<sup>2</sup> Agence Roumaine pour les Investissements Etrangers

<sup>3</sup> BERD, *Rapport concernant les pays en transition*, 2003

<sup>4</sup> Source: UNCTAD: *World Investment Report 2001: Promoting Linkages*, New York and Geneva, 2001

<sup>5</sup> Source: Chambre de Commerce et Industrie de la Roumanie

**Tableau 1.** Le niveau annuel des IDE en Roumanie, dans les années 1990-2004  
- millions USD -

Année	Total	dont	
		cash	en nature
1990	0	0	0
1991	40	40	0
1992	77	18	59
1993	94	37	57
1994	341	187	154
1995	419	206	213
1996	263	149	114
1997	1215	655	560
1998	2031	1346	685
1999	1041	736	305
2000	1025	646	379
2001	1157		
2002	1144		
2003	1574		
2004, jan. - mars	515		

Source: L'Agence Roumaine pour les Investissements Etrangers

### 1. Le rythme lent de la privatisation

L'évidence empirique démontre que dans le cas des pays en transition il y avait une liaison certaine entre le rythme et l'ampleur de la privatisation des entreprises et le montant des IDE. La Hongrie, pays qui s'est illustrée par un rythme alerte de la privatisation et le grand volume des IDE attirés, a réalisé cela grâce à une stratégie judicieuse et appliquée fermement dès le début de la transition vers le modèle de marché, à l'encouragement des IDE effectués notamment par les companies transnationales, ce qui a influencé positivement les exportations et l'attraction ultérieure des IDE nouveaux (green field).

Comme effet du rythme et de l'ampleur de la privatisation, en tant que facteur déterminant, mais aussi de l'action conjuguée des autres facteurs qui seront traités plus bas, la stock des IDE en Roumanie a représenté, dans l'année 2000, 17,8% du PIB, comparativement avec la Hongrie - 43,2%, la République Tcheque - 40,4%, la Bulgarie - 27,3%, la Croatie - 24,2%, la Pologne - 20,1%, la Slovaquie - 19,3%, la Slovenie - 16,1%, le Macédoine - 15,2%, l'Albanie - 13,1%<sup>6</sup>. Au cours de la période 1990-2003, la valeur cumulée des IDE en Roumanie a été d'à peu près 10,4 milliards USD, niveau encore assez bas en comparaison avec celui enregistré en République Tcheque, Hongrie et Pologne. Dans l'industrie, le poids des investissements étrangers dans le montant du capital social souscrit est de 18,4%, tandis que le nombre des sociétés commerciales industrielles a représenté 55,5% du nombre total de 97000 sociétés commerciales à participation étrangère au capital enregistrées dans l'économie roumaine<sup>7</sup>.

2. Le manque d'une longue période d'une politique industrielle claire, cohérente, officielle, capable d'offrir aux investisseurs autochtones et étrangers les repères nécessaires à la compréhension des intentions du Gouvernement concernant les directions envisagées pour l'évolution de l'industrie par des instruments adéquats d'action (incitations fiscaux, leviers financiers, d'autres facilités etc.), en mesure de matérialiser les priorités établies dans le développement des secteurs industriels. Seulement dans l'année 2002 a été adopté un document officiel de politique industrielle de la Roumanie, agréée par la Commission Européenne et dont l'application est en cours.

<sup>6</sup> Hunya, G. - *Impact of FDI on Economic Growth and Restructuring in CEECs*, The Vienna Institute for International Economic Studies, 2001, pag. 28

<sup>7</sup> Source: L'Office National du Registre du Commerce

3. L'instabilité législative et institutionnelle a représenté, également, un facteur fortement décourageant pour les investisseurs étrangers, empêchés d'envisager et de matérialiser des attentes rationnelles à l'égard de la rentabilité des investissements effectués. La précarité de l'exercice législatif-normatif effectué pendant le processus de réforme, évidenciée par les modifications fréquentes des nombreuses actes émis à court terme après leur promulgation, a eu un effet profondément négatif sur l'image à l'étranger du climat d'affaires existant en Roumanie, des actions de privatisation en cours de déroulement ou des investissements en nouvelles capacités étant interrompus dans le dernier moment par des modifications déroutantes pour les investisseurs;
4. De nombreuses normes et réglementations capables d'attirer un volume croissant d'IDE manquent encore, malgré le progrès évident fait dans cette direction. Parmi les normes et réglementations dont l'absence est lourdement ressentie on peut citer celles concernant la notification en avance des prix, le droit des investisseurs étrangers d'acheter des terrains, la protection de l'environnement et la prévention de son endommagement, la lutte contre la corruption etc.;
5. Le niveau élevé de la fiscalité a réduit sensiblement les perspectives de rentabilité des IDE, découragés dans la même mesure que les investissements autochtones;
6. La bureaucratie excessive et la corruption existante dans l'administration publique ont constitué, également, des facteurs dissuasifs pour les investisseurs étrangers impliqués en actions de privatisation ou de création des unités nouvelles, les obstacles dont se heurtaient ceux-ci et faits largement connus à l'étranger décourageant les éventuels investisseurs potentiels;
7. Les décisions d'extension de l'Union Européenne ont constitué un puissant ressort pour l'orientation des IDE vers les pays visés. Les décisions d'extension annoncées en 1994 et la nominalisation en 1997 de certains pays pour la vague suivante d'extension ont augmenté leur attractivité pour les investissements étrangers et ont diminué les flux de capital vers les pays nominalisés ultérieurement (par exemple, la Roumanie et la Bulgarie). Les pays de l'Europe Centrale et de l'Est qui ont bénéficié le plus de ces nominalisations par étapes ont été la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie, dont les performances enregistrées dans ce sens et synthétisées plus haut expliquent, en bonne partie, leur avance appréciable enregistré sur la voie de l'intégration dans l'Union Européenne.

## Les IDE visant les privatisations

Au cours de la période 1993-2000, plus de moitié du volume d'investissements effectués dans l'économie roumaine ont été liés au processus de privatisation, vers lequel se sont orientés la plupart des IDE, la création des nouvelles sociétés commerciales (*green field*) affichant un poids insignifiant et étant concentrée dans le secteur commercial.

Dans le contexte de l'action des facteurs défavorables qui ont découragé les investisseurs étrangers et ont déterminé le niveau totalement insatisfaisant des IDE, leur évolution par rapport à la privatisation dans la période 1993-2000 a présenté deux séquences distinctes <sup>8</sup>:

- 1993-1996, lors de laquelle le cadre législatif a été suffisamment attractif pour les IDE, mais l'offre de privatisation a été modeste, consistant, principalement, en entreprises relativement petites et attractives; conséquemment, le nombre des investisseurs étrangers a

---

<sup>8</sup> Bonciu, F. - *Les IDE en Roumanie dans le contexte de l'Europe Centrale et de Sud-Est*, OECONOMICA, l'an XI, no. 2/2002, Société Roumaine d'Économie, Institut Roumain pour la Libre Entreprise, Bucarest, 2002, pag. 195

été très élevé (plus de 45000, le plus grand dans l'Europe Centrale et de Sud-Est), mais pour la plupart insignifiants comme force financière;

- 1997-2000, quand, au contraire, le cadre législatif a été instable et l'offre de privatisation consistente; la forte récession économique enregistrée entre les années 1997 et 1999 a induit une forte méfiance dans les rangs des investisseurs étrangers et, de ce fait, l'offre de privatisation n'a pas été honorée convenablement, les majorations de capital aux investissements existantes expliquant la plupart de la croissance des IDE dans cette deuxième étape. Malheureusement, l'offre tardive de privatisation faite par la Roumanie - quand l'intérêt des investisseurs stratégiques dans cette zone était déjà satisfait par les pays voisins plus rapides dans les actions de privatisation (premièrement la République Tchèque, la Pologne, la Slovaquie, l'Hongrie) -, s'est confrontée avec un manque d'intérêt qui a fait que nombreux contrats ne soient pas très avantageux ou trop concessifs à l'égard des obligations futures des investisseurs étrangers. Outre cela, les modifications inattendues des prévisions législatives ont fait que certains contrats extrêmement avantageux avec des investisseurs stratégiques (Bell Helicopter, Akmaya) soient résiliés par la part étrangère.

Lors de la période 1993 (le début du processus à grande échelle de privatisation) – 2000, le nombre total des contrats de privatisation conclus a été de 12648, le poids des encaissements en devises étant de 48,3%<sup>9</sup>.

La plupart des investissements étrangers effectués en Roumanie lors de la période 1991-2001 a été absorbée par l'industrie, extractive et manufacturière (notamment les secteurs Moyens de transport routier, Traitement du bois, Machines et équipements, Traitement du pétrole) – 45,3%, beaucoup au-dessus des autres domaines: services professionnels (17,3%), commerce en gros (13,7%), transports (7,8%), bâtiments (5,2%), commerce en détail (4,8%), agriculture (3,5%), tourisme (2,8)<sup>10</sup>. L'orientation des investissements étrangers reflète, en fait, l'attractivité de ces secteurs, déterminée tant par les avantages de location valables pour l'entier pays, que par les avantages spécifiques à chaque secteur séparément – la dotation avec des facteurs, les perspectives de développement, les barrières à l'entrée et à la sortie etc.

## **Conclusions concernant les IDE en Roumanie et leur influence sur la structure de l'industrie manufacturière**

- L'effort d'investissement consacré à l'industrie manufacturière a connu après l'année 1990 des indices de croissance supérieurs à ceux enregistrés sur l'ensemble de l'économie et de l'industrie. Par rapport aux besoins énormes d'ajustement structurel de l'industrie manufacturière et de modernisation des unités industrielles, le niveau des investissements a été largement insuffisant, appréciation confirmée par le maintien d'un niveau précaire de la compétitivité sur les marchés internationaux de la plupart des produits industriels roumains, ainsi que de l'existence d'un rapport négatif de compensation des importations par les exportations;
- Les secteurs industriels dans lesquels les indices des investissements ont enregistré les plus hautes valeurs ont été, en majorité, de basse technologie, matériel- , énergo- et travail-intensifs, à valeur ajoutée réduite; les secteurs de moyenne et, surtout, de haute technologie ont occupé des places modestes parmi les priorités investitionnelles, certains secteurs – Machines et appareillage électrique, machines et équipements, dont le développement aurait eu des effets bénéfiques amples sur l'entière économie et disposent d'avantages compétitifs potentiels appréciables -, étant presque évités par les investisseurs;

<sup>9</sup> Source: L'Autorité pour la Privatization et l'Administration des Participations de l'État

<sup>10</sup> Bonciu, F., op. cit., pag. 200

- Le ressort redoutable représenté par les IED pour la modernisation d'une économie en transition n'a pas été mis en valeur à son potentiel dans le cadre de l'industrie roumaine, à cet égard la Roumanie présentant des décalages significatifs par rapport aux pays caractérisés par un haut niveau de la réforme. Les causes mentionnées – l'instabilité du cadre législatif et institutionnel, le climat d'affaires quelques fois hostile, grévé par la bureaucratie, le manque de transparence et la corruption, le rythme lent de la privatisation, la fiscalité élevée – ont découragé les investisseurs étrangers et les a déterminé de s'orienter vers d'autres pays dans la même zone qui leur a offert des conditions meilleures d'accueil et de développement en sûreté des affaires;
- La voie de la privatisation n'a pas été valorisée d'une façon adéquate par la Roumanie, le rythme lent de la privatisation et les fréquentes changements législatifs faisant que le pays perde des flux importants de IED qui se sont orientés vers d'autres pays plus attractifs de la zone. Un flux massif d'IED dans l'industrie manufacturière aurait eu des effets salutaires sur la compétitivité des produits/services industriels et la structure des exportations, les statistiques prouvant que les firmes à capital étranger sont prépondérantes dans les exportations des produits à haut degré de traitement, et celles à capital autochtone dans les exportations des produits à degré plus réduit de traitement. Malheureusement, le degré de pénétration du capital étranger dans l'industrie roumaine est beaucoup plus réduit par rapport à la Hongrie et à la Pologne;
- Le volume relativement réduit des IED et des investissements autochtones, déterminé par les disfonctionnalités mentionnées, ont fait que l'effort investitionnel n'entraîne pas des modifications structurelles significatives dans l'industrie manufacturière; les modifications qui se sont produites quand même sous l'impact des investissements et des autres facteurs (réorganisations, une meilleure gestion etc.), ont été cantonnées, principalement, dans la zone des secteurs traditionnels, caractérisés par un niveau technologique réduit ou moyen, par matériel-intensivité et travail-intensivité grandes.

## Mesures possibles pour le relancement des IDE

La nécessité de recourir aux capitaux étrangers pour bénéficier d'un apport de devises, d'un transfert de technologies propres à moderniser l'appareil productif, et d'un transfert de savoir-faire d'innovation, de gestion et de marketing capable d'améliorer la compétitivité des entreprises, a été déjà souligné. Les capitaux étrangers peuvent favoriser la croissance de la production et des revenus, et améliorer la compétitivité des produits sur les marchés intérieurs et extérieurs.

L'investissement étranger peut engendrer une sorte d'économie duale: d'une part, un secteur d'entreprises à participation étrangère, possédant un niveau de productivité, de compétitivité et de salaires plus élevé; d'autre part, un secteur d'entreprises domestiques ayant un niveau plus bas de ces éléments. Les tensions qui en résultent pourraient inciter le deuxième secteur à suivre l'exemple du premier et à se restructurer, afin d'améliorer ses performances.

Les politiques destinées à accroître l'intérêt des investisseurs étrangers potentiels et, implicitement, les IDE, doivent, selon notre opinion, s'inscrire dans quelques directions prioritaires détaillées ci-dessous.

### 1. Le perfectionnement du cadre juridique et réglementaire

Dans ce domaine, les mesures doivent viser à:

- la définition claire des droits de propriété, du fait que la définition incomplète et les problèmes de la mise en oeuvre de ces droits, qui persistent encore, créent des difficultés à l'investissement étranger et au processus de restructuration des entreprises. Ainsi, la propriété des terrains et des autres biens qui appartenaient précédemment à l'État est

encore confuse, ce qui complique ou interdit leur vente; de nombreuses incertitudes persistent sur les principes et les procédures régissant la restitution des biens immobiliers; l'application des lois se heurte d'innombrables obstacles – les tribunaux n'ont pas la capacité nécessaire pour s'acquitter rapidement de leur tâches, le cadastre est déficient etc.;

- la stabilité du cadre législatif concernant les investissements étrangers, étant donné que les lois et les ordonnances gouvernementales régissant ce domaine ont été maintes fois réconsidérées, amendées et modifiées;

## **2. Le raffermissement de la capacité institutionnelle et professionnelle**

- la promotion d'une nouvelle philosophie d'action, centrée sur l'initiation, la poursuite et l'achèvement des projets concrets;
- la continuation d'une stratégie directionnée, qui comprend les secteurs prioritaires dans lesquels on poursuit l'attraction des investisseurs étrangers. Ces secteurs doivent être sélectionnés en fonction de leur: potentiel d'accroissement sur les marchés externes; capacité de générer des postes de travail; effet multiplicateur sur les autres secteurs; capacité d'absorber efficacement les investissements étrangers;
- l'amélioration du système existant d'information, de publications (qualité des données, contenu, forme de présentation) et de campagnes promotionnelles;
- l'amélioration immédiate de la qualité des services à l'intention des investisseurs étrangers (information détaillée sur les opportunités d'affaires en Roumanie, orientation, pilotage etc.);
- l'utilisation intense des techniques promotionnelles actives, capables d'assurer un marketing total des possibilités d'investissement en Roumanie;

## **3. L'amélioration de l'état des infrastructures**

- la stimulation des investissements, y compris du co-financement, des projets régionaux et locaux, dans les infrastructures publiques de transport de l'information (centraux numériques et fibres optiques);
- la garantie de l'accès équitable et non/discriminatoire aux bases de données des autorités publiques;
- la rehabilitation et la modernisation prioritaire des routes nationales, des magistrales de voies ferrées et du matériel roulant;
- la stimulation du développement accéléré des transports conteneurisés des marchandises;
- la continuation conséquente des programmes de construction d'autoroutes et de chemins de fer situés sur les grands corridors de transport transeuropéens N-S et E-V;
- le développement des systèmes de transport combiné;
- la stimulation du développement des activités commerciales dans les zones libres déjà existantes;

## **4. L'octroi des facilités fiscales**

- l'accroissement de la transparence et de la prédictibilité du système fiscal;
- la réduction du niveau général de la fiscalité;
- l'augmentation des réductions de l'impôt sur le profit réinvesti;
- la différenciation dans une conception unitaire des facilités fiscales en fonction de certains critères: la nature de l'activité exercée par l'entreprise (industrielle, commerciale,

de tourisme etc.); le secteur industriel (de biens de consommation, de biens d'équipement, de biens intermédiaires); la contribution au développement économique du pays et/ou de la région; l'engagement de capitaux propres à l'investisseur; la création d'emploi; l'apport en devises; l'intensité technologique de l'activité exercée (priorité accordée aux secteurs de moyenne et de haute technologie).

Naturellement, à long terme les facilités fiscales doivent être progressivement réduites et nuancées, simultanément avec la réduction du niveau général de la fiscalité. Malgré une croissance visible produite au cours des dernières années, surtout dans l'année 2004 (par suite de, principalement, la privatisation de la Société Nationale du Pétrole PETROM et de deux sociétés régionales de distribution de l'énergie électrique), les IDE continuent à avoir un niveau assez bas par rapport aux possibilités existantes sur ce plan.

Les chances offertes au redressement et à la croissance économique du pays par une forte pénétration des IDE sont extrêmement larges et prometteuses. En vertu de leur potentiel appréciable, les IDE représentent un enjeu d'importance primordiale pour l'avenir de l'économie roumaine et il faut assurer toutes les conditions favorables pour les attirer et les faire épanouir.

## Références bibliographiques

1. Agence Roumaine pour le Développement (1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003) - *Rapports et Études*
2. Banque Nationale de la Roumanie (1999, 2000, 2001, 2002, 2003) - *Rapport annuel*
3. Bonciu, F. (2002). *Les IDE en Roumanie dans le contexte de l'Europe Centrale et de Sud-Est*, OECONOMICA, l'an XI, no. 2/2002, Société Roumaine d'Économie, Institut Roumain pour la Libre Entreprise, Bucarest, pag. 195
4. Commission Nationale pour la Statistique (1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004) - *Annuaire Statistique de la Roumanie*
5. Graham, E. M., Krugman, P. R. (1989). *Foreign Direct Investments in the United States*, Institute for International Economics, Washington D. C.
6. Russu, C. - *Les défis de la globalisation et la capacité de réponse de l'industrie roumaine*, OECONOMICA, no. 3/2001, Société Roumaine d'Économie, Institut Roumain pour la Libre Entreprise, pag. 29-80
7. Zaman, G., Vâlceanu, G. - *Les investissements de capital étranger dans l'économie roumaine*, OECONOMICA, nr. 2/1998, Société Roumaine d'Économie, Institut Roumain pour la Libre Entreprise, pag. 159-173

## Contribuția investițiilor străine la restructurarea industrială în România

### Rezumat

*Industria românească traversează în prezent un proces îndelungat și costisitor de ajustare structurală și modernizare a aparatului productiv și, în consecință, necesită investiții considerabile. Investițiile străine pot constitui în acest sens o sursă fertilă ce oferă un dublu avantaj: pe de o parte, o infuzie consistentă de fonduri necesare modernizării capacităților de producție existente și construirii noilor capacități de producție, iar pe de alta – un transfer tehnologic privind gestiunea, marketingul și managementul - indispensabile creșterii semnificative a competitivității firmelor industriale.*

*Articolul conține o scurtă prezentare a situației fluxurilor de investiții străine către industria românească, în ultimii ani. Se detaliază zonele și activitățile industriale cele mai vizate, obstacolele care au redus sensibil intensitatea acestor fluxuri. De asemenea, articolul prezintă câteva direcții de acțiune care, în opinia noastră, sunt indicate în vederea îmbunătățirii semnificative a atractivității mediului de afaceri românesc pentru investitorii străini.*